

COVID 19

révélateur de la nocivité du capitalisme mondialisé.

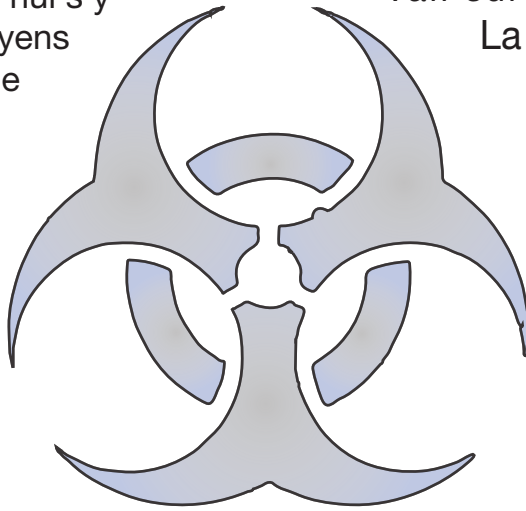
Changeons de système !

Système de santé

Depuis de nombreux mois, le secteur hospitalier et le monde de la santé en général dans notre pays se sont mobilisés pour dénoncer le manque de personnel et de lits dans notre pays. Ils n'auront eu que gaz et coup de matraques comme réponse gouvernementale. Aujourd'hui s'y ajoutent le manque de moyens de protection, de dépistage du virus et de matériel.

Il n'y a aucune politique de prévention publique avec comme conséquence un déficit de réactions et d'anticipations pour la gestion de la crise.

La situation économique catastrophique des hôpitaux considérés comme des entreprises qui doivent être rentables, les rend incapables de faire face à un afflux exceptionnel de malade. Malheureusement c'est tout sauf une surprise.



Système de recherche publique

Le Crédit Impôt Recherche sert à tout sauf à faire de la Recherche (plutôt à augmenter les profits et engraisser les actionnaires). La recherche publique est sous financée d'où un manque de travail sur le long terme en virologie.

La baisse des dotations financières a obligé les chercheurs à monter des projets pour financer leurs travaux, ce qui leur prend un temps et une énergie folle en raison de la lourdeur bureaucratique, les empêchant de se consacrer à la recherche, leur raison d'être ! Là encore, les professionnels de la recherche tirent la sonnette d'alarme depuis plusieurs mois et ne reçoivent que le mépris du gouvernement.



Protection sociale

Alors que notre système est aujourd'hui, en plein cœur de la crise sanitaire, vanté pour son rôle majeur d'amortisseur social, rappelons-nous que le gouvernement était en train de le briser, notamment au travers des contre-réformes de l'assurance chômage et des retraites, avant de s'attaquer à la sécurité sociale tout entière. Cette crise met pour le moment cette casse entre parenthèse, mais que serait-il advenu si toutes ces mesures anti-sociales étaient effectives ? Un désastre !



Nos vies valent plus que leurs profits !



Dialogue social et vie dans l'entreprise :

Cette crise met aussi en lumière les graves carences dans le dialogue social dans les entreprises et administrations, fruits d'années **de casse des garanties collectives et de mépris des « corps intermédiaires »** : Affaiblissement des prérogatives et du nombre de représentants du personnel (fusion CSE, disparition des CHSCT). Dans la période, on constate : pas de tenue d'instances pour la santé et les conditions de travail (CSSCT et CHSCT), pas de consultation des représentants des salarié.es, décisions disparates des employeurs selon les secteurs ou entreprises.

De nombreux secteurs non essentiels entendent continuer coûte que coûte à faire travailler les salarié.es au mépris de leur santé, de leur vie même.

La CGT rappelle, avec l'exemple de LUXFER ou de FARMA LYON, que certains secteurs devant fermés (motif économique), sont en mesure de réorienter leur production vers la fabrication de produits hospitaliers ou de santé. Dans le même temps, l'arrêt d'activités non indispensables permettraient de libérer des moyens de protection notamment pour le personnel hospitalier dont les besoins s'intensifient.

La CGT exige que les entreprises aux activités non essentielles ferment et que les salarié.es soient payé.es à 100% de leurs salaires car, en confinement, elles et ils ne sont pas en vacances !

Libertés publiques :

Sous couvert de crises (terrorisme, mouvements sociaux, épidémie...) les droits régressent : liberté de manifester, droit de grève encadré, gardes à vue systématiques, usage disproportionné de la force... les droits des salariés sont aussi attaqués (imposition de congé, changements de plannings, licenciement facilité, remise en cause du droit de retrait...). **Chaque crise est une nouvelle occasion pour le patronat et son complice gouvernemental, de rogner sur les droits les plus élémentaires des salariés dans le seul objectif de protéger les finances des actionnaires.** Rappelons au passage que ces derniers, se présentant régulièrement comme étant ceux qui prennent les risques, nous aurons démontré dans cette crise que **c'est l'Etat, et donc l'argent des contribuables, qui viennent à leur secours au moindre « risque ».**



L'économie capitaliste mondialisée révèle ses failles

l'épidémie plonge des secteurs stratégiques dans une grave crise. Les privatisations et la mondialisation nous rendent dépendant du secteur privé et des autres pays sur des secteurs d'activité essentiel au bon fonctionnement de notre pays. Les bourses chutent et emportent des milliards de richesses produites par les salariés.

L'ampleur des problèmes soulevés par cette crise boursière est une nouvelle preuve que le modèle économique libéral est à bout de souffle. La relocalisation de notre production, notamment par l'introduction de clauses sociales et environnementales, est donc une priorité pour assurer la stabilité de notre économie.

Dans ce contexte, **il n'est plus envisageable de faire basculer notre système de retraites sur une part importante de capitalisation individuelle** telle que l'initie la réforme des retraites actuelle. Les commanditaires de la réforme (AXA, Blackrock) sont en pleine déconfiture et ce sont les épargnants qui en paieront le prix en voyant leurs économies partir en fumée. Il ne faut surtout pas étendre ce système qui ne fonctionne pas ! Plus largement, l'économie financiarisée menace de s'écrouler comme un château de cartes avec, dans son sillage, une probable **crise économique qui impactera fortement l'emploi**. Pour la CGT il est inenvisageable que les salariés doivent à nouveau payer la facture !

Le covid est aussi le révélateur des nouvelles crises qui sont liées : crise environnementale, crise climatique, crise énergétique, crise économique. La CGT dénonce et combat ces logiques depuis longtemps.



Pour la CGT, il est urgent de changer de modèle et de réintroduire des logiques de régulation, de contrôle public, de relance des services publics, d'aménagement du territoire, de relocalisation de l'économie accompagné d'une politique de réindustrialisation. Les secteurs stratégiques doivent échapper aux lois du marché et aux logiques comptables.



La CGT a construit depuis plusieurs années la revendication d'une **sécurité sociale professionnelle**, pour garantir le maintien du contrat de travail et du salaire : La crise nouvelle provoquée par le virus montre la nécessité de mettre en place **cette sécurité sociale intégrale** !

Dans l'immédiat, compte tenu de l'aggravation de la situation sanitaire et de la tension dans les hôpitaux, la CGT demande



- la définition en lien avec les organisations syndicales et patronales d'une liste des secteurs essentiels à la satisfaction des besoins vitaux et un processus de mise à l'arrêt immédiat de tous les autres secteurs ;
- le retrait de toutes les dérogations au Code du travail prévues dans la loi d'état d'urgence sanitaire en matière de temps de travail, de repos hebdomadaires ou dominicaux, de prises de congés ou RTT imposées, etc.
- la mise à disposition de protections individuelles et collectives pour tous les personnels devant travailler sous peine de droit de retrait quand ces conditions ne sont pas validées par les CSE et CSSCT de l'établissement ou de l'entreprise .

- l'arrêt des activités pour tous les salariés des plateformes numériques et la création d'indemnités salariales similaires aux autres salariés ;
- le paiement intégral des salaires par le biais de la promulgation d'un décret de catastrophe sanitaire et la mise à contribution des groupes d'assurances comme en cas de catastrophe naturelle ;
- l'interdiction de tous les licenciements, quel qu'en soit le motif.

La CGT reste mobilisée pour défendre les intérêts des travailleurs et ceux des plus précaires dans cette période.
La santé et les droits des travailleurs et travailleuses ne doivent pas être sacrifiés au nom des intérêts financiers et économiques !



Tou.te.s concerné.es, tou.te.s mobilisé.es, tou.te.s en GRÈVE

REJOIGNEZ LA CGT

udcgt44@cgt44.com ou www.lacgt44.fr